

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 JANVIER 1902.

Proposition de loi modifiant la législation relative à la fabrication
et à l'importation des alcools.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La crise qui règne en distillerie paraît avoir sa source dans la surproduction.

Celle-ci provient, d'après les distillateurs industriels, des faveurs exagérées données par la loi de 1896 aux distillateurs agricoles.

Les primes accordées aux distilleries agricoles, qui dans la pensée du législateur devaient avoir une grande utilité pour l'agriculture, n'ont servi qu'à permettre la vente des flegmes à plus bas prix : en fait, elles ont provoqué une concurrence désastreuse.

Les distillateurs agricoles, eux, estiment que la faute en est aux industriels qui ont refusé de restreindre leur production de flegmes.

Le Ministre des Finances disait en 1896 : « Il faut que chacun reste dans la sphère d'activité qui lui est propre : à l'agriculture de produire des flegmes en vue de l'utilisation des résidus; à l'industrie de rectifier ces flegmes et de fabriquer la levure en s'aidant de l'outillage perfectionné dont elle dispose. Au besoin, ajoutait-il, je prendrai des mesures pour empêcher les industriels de cumuler les deux branches de l'industrie. »

Ce conseil n'a pas été suivi. Faut-il pour cela revenir au droit commun et, par voie de conséquence, supprimer directement ou indirectement les distilleries agricoles. Nous ne le pensons pas; aussi, acceptant la situation telle qu'elle résulte des diverses dispositions législatives depuis 1896, et la prenant comme base de notre proposition, nous cherchons à remédier à cette situation en respectant les droits acquis de toutes les catégories d'intéressés.

Et tout d'abord, faut-il encore réduire le privilège des distilleries agricoles? (Proposition Francotte.)

De deux choses l'une : ou bien les auteurs de la proposition, tout en diminuant les bénéfices des distillateurs agricoles (si tant est qu'ils en réalisent encore), entendent cependant leur permettre d'exercer encore leur industrie d'une manière lucrative, et dès lors la *quantité* d'alcool produite restera la même. Au contraire, les *céréaliers*, mis à même de mieux soutenir la lutte, développeront leur industrie et la surproduction (et, par voie de conséquence, la dépréciation des flegmes) sera plus forte que jamais ; ou bien leur but unique est de supprimer la distillerie agricole, comme ils semblent l'avouer quand ils écrivent : « Dans l'impossibilité de réaliser, en dehors du continent, un équilibre dans la production des diverses catégories de distilleries, » il ne reste que l'alternative entre l'expropriation des distilleries industrielles et l'expropriation des distilleries agricoles. »

Mais l'expropriation, outre qu'elle présente un grave danger, serait extrêmement coûteuse et absolument inefficace à modifier la situation présente.

Dangereux, et pour le prouver il nous suffira de rappeler les paroles que prononçait l'honorable M. Liebaert, alors Ministre des Finances, à la séance du 18 juillet 1899 : « Une autre objection que soulève le système de » l'honorable M. Streeel et à laquelle je voudrais m'arrêter quelques instants, » s'adresse au principe même de l'expropriation.

» J'ai dit et je maintiens que ce serait poser un principe des plus dangereux. Est-il possible, en effet, de légiférer sans toucher d'une façon quelconque aux intérêts de l'industrie, du commerce et de la propriété ? Pour ma part, je n'imagine aucune loi qui n'atteigne, directement ou indirectement, certains intérêts privés. Une fois que vous auriez posé le principe si grave de l'expropriation, vous devriez en accepter l'application dans tous les domaines où s'exerce le pouvoir législatif.

» A-t-on jamais, Messieurs, songé à pareille thèse dans le passé ? Quand on a créé le chemin de fer et que l'État en a pris l'exploitation en mains, a-t-on songé à accorder des indemnités d'expropriation aux entreprises de messageries ?

» Quand les villes ont installé l'éclairage par le gaz, a-t-on songé à indemniser les fabricants de chandelles et les fabricants d'huile ? Quand l'État a organisé cette institution qui a réussi au delà de toutes les espérances, la Caisse générale d'épargne et de retraite, certaines institutions privées ont évidemment dû en souffrir et en mourir. A-t-on songé à les indemniser ?

» Où nous conduiraient, en fait, ces expropriations que l'on préconise aujourd'hui ?

» Vous venez d'entendre M. Journez qui nous a exposé toute une controverse sur le point de savoir si l'expropriation devrait porter uniquement sur les immeubles ou sur cette chose incorporelle plus importante pour les distillateurs que leurs usines : la faculté d'exercer leur profession. Pourrez-vous leur dire : Nous vous payons votre immeuble et votre matériel, mais nous ne vous donnons rien pour un bien infiniment plus précieux, c'est-à-dire pour votre activité brisée ; à vous de relaire votre vie dans une autre carrière ! A côté des propriétaires et des patrons, vous

» aurez affaire aux employés et aux ouvriers. Vous devrez indemniser aussi ces expropriés.

» Ce n'est pas tout encore

» Que faites-vous des rectificateurs? Ils sont au nombre de 26 et on n'en parle même pas! »

Coûteux, car des renseignements recueillis chez nombre d'intéressés, il résulte qu'en allouant en moyenne à chaque coopérative 80,000 francs, à chaque distillerie individuelle 50,000 francs et à chaque rectificateur 100,000 francs, on ne donnera satisfaction à personne. Or, comme il y a 40 coopératives, 204 distillateurs individuels et 26 rectificateurs, il faudrait pratiquer au Trésor une saignée de 16,000.000 de francs, pour n'aboutir qu'à ce seul résultat de créer des centaines de mécontents.

Inefficace enfin, car d'abord c'est une erreur de croire que la crise en distillerie prendra fin par la disparition des distillateurs agricoles. Ceux qu'on est convenu d'appeler les céréaliers ne s'en trouveront pas moins dans un état d'infériorité évidente, car les causes de cette infériorité sont indépendantes de la loi de 1896 et antérieures à celle-ci. Les céréaliers eux-mêmes proclamaient leur défaite dès 1893, ainsi que le prouvait péremptoirement M. Liebaert dans cette même séance du 18 juillet 1899 (Voir *Ann. parlem.*, pages 204 et suivantes.)

Ensuite, c'est se faire une étrange illusion si l'on croit qu'en décrétant le droit commun tous ceux qui seront expropriés vont renoncer à tout jamais à la fabrication de l'alcool, dont ils ont fait leur profession et l'occupation de leur vie entière. Attirés par l'appât du gain et sollicités par les constructeurs et les gens du métier, ils engageront les capitaux, que l'État leur aura octroyés pour les indemniser, dans des levûreries industrielles et la crise prendra des proportions d'autant plus grandes que leur production sera illimitée.

L'expropriation n'est donc qu'une demi-mesure, à moins d'être étendue aux céréaliers et complétée *par l'interdiction de monter des distilleries nouvelles et par l'établissement du contingent pour celles qui resteront.*

Nous cherchons ailleurs la solution rationnelle du problème qui nous occupe.

Partant de ce fait indéniable que les distilleries actuellement existantes sont déjà trop nombreuses pour satisfaire aux besoins de la consommation de l'alcool de bouche nécessaire en Belgique et qu'il est urgent de restreindre leur fabrication, nous estimons que le législateur, sans en exproprier une seule ou sans léser les droits acquis de personne, doit partager entre elles la production de cet alcool.

A cette fin, chaque distillateur déclarera au commencement de l'année la quantité qu'il désire se voir allouée dans ce total.

Pour prévenir que ces déclarations ne soient excessives, trois mesures s'imposent : a) fixer à chaque catégorie de distillateurs un maximum qu'elle ne peut en aucun cas dépasser en faisant sa déclaration; b) les imposer suivant une échelle proportionnelle à l'importance de leur fabrication déclarée; c) accorder au Gouvernement le droit de réduire les quantités déclarées par chacun d'un pour-cent uniforme dans le cas où l'ensemble de ces déclarations dépasse les besoins du pays.

Nous n'entendons limiter personne (sauf les distillateurs agricoles) dans la production de l'alcool servant à l'exportation ou aux usages industriels; nous n'entendons pas davantage interdire l'établissement de distilleries nouvelles dans ce double but, ni même, d'une façon absolue, pour la production de l'alcool de bouche

Mais tenant compte de ce fait que les distilleries existantes suffisent en Belgique, et au delà, aux exigences de la consommation de la bouche et voulant assurer au surplus au Gouvernement les moyens de diminuer graduellement cette consommation, nous accordons à toutes ces distilleries, dans le total déterminé chaque année par le Ministre des Finances, une part en rapport avec leur importance antérieure, les soumettant toutes à un tarif de faveur basé sur cette échelle proportionnelle à la production que M. Liebaert signalait déjà en juillet 1899 comme étant « la première assise de l'accord possible » entre les intéressés.

C'est pourquoi nous soumettons toutes les distilleries nouvelles au taux uniforme de fr. 1.08 au litre d'alcool 80°, variant ce taux pour les anciennes entre fr. 1.04 et 0.88 au litre, suivant les quantités qu'elles travaillent journellement et les matières premières qu'elles mettent en œuvre.

Cependant, dans l'attribution des quotités, une seule exception est stipulée en faveur des distilleries agricoles : celles-ci ne pourront jamais être réduites de plus de 18 %. Cette exception se justifie par cette double considération : d'abord les distilleries agricoles, suivant qu'elles sont individuelles ou constituées en société, ne peuvent en aucun cas dépasser une production de 4 ou 12 hectolitres, pas même pour l'exportation ou les usages industriels, et ensuite sans cette précaution il suffirait aux industriels de s'entendre pour déclarer tous leur maximum et réduire ainsi le maximum des distilleries agricoles à une fraction telle, que les frais généraux seraient hors de proportion avec la quantité leur attribuée.

Telle est l'économie de notre proposition, la seule qui nous paraît respecter les justes revendications et les intérêts légitimes de tous.

ALP. VERSTEYLEN.

PROPOSITION DE LOI.**WETSVOORSTEL.****ARTICLE PREMIER.**

On entend par distillateurs agricoles ceux qui, étant établis sous leur nom propre ou sous une forme quelconque d'association légale :

a) Cultivent pour leur propre compte, dans un rayon de 7 kilomètres de leur usine, 10 hectares de terres labourables ou prairies par hectolitre de flegmes de 50° G.-L. à la température de 15° centigrades de leur production moyenne journalière;

b) Ont une production moyenne journalière de flegmes exclusivement ne dépassant pas 400 litres pour les distilleries individuelles et 1,200 litres pour les sociétés;

c) Emploient des matières premières autres que sirops, mélasses, glucoses, vins, mares ou fruits importés de l'étranger;

d) Livrent leurs flegmes en totalité et exclusivement à des rectificateurs ou à des distillateurs industriels, sauf ceux qui seraient exportés ou dénaturés;

e) Ne font pas le commerce, ni en gros ni en détail, de boissons distillées ou fermentées;

f) Font consommer les résidus à l'état frais dans un rayon de 7 kilomètres de l'usine.

ART. 2.

Pour qu'une société soit considérée comme distillerie agricole, tous les associés

EERSTE ARTIKEL.

Onder « landbouwstokers » worden verstaan zij die, in hunnen eigen naam of in welken vorm ook van wettelijke vereeniging gevestigd :

a) Voor eigen rekening, binnen eenen kring van 7 kilometer van hunne fabriek, 10 hectaren akkerland of weide bebouwen per hectoliter flegma's van 50° G.-L. bij de temperatuur van 15 centigraden van hunne gemiddelde dagelijkse voortbrenging;

b) Uitsluitend flegma's voortbrengen, waarvan de gemiddelde hoeveelheid per dag geen 400 liter voor de stokerijen op naam en geen 1,200 liter voor de vennootschappen overtreft;

c) Andere grondstoffen stoken dan siroop, suikersiroop, glucose, wijn, bezinksel of uit den vreemde aangevoerde vruchten;

d) De flegma's geheel en uitsluitend aan overhalers of nijverheidstokers afleveren, behalve die welke zouden uitgevoerd of ontaard worden;

e) Geen groot- of kleinhandel drijven in gedistilleerde of gegiste dranken;

f) Den afval in verschen staat doen verbruiken binnen eenen kring van 7 kilometer van de fabriek.

ART. 2.

Opdat eene vennootschap als landbouwstokerij kunne beschouwd worden, moeten

doivent être cultivateurs, exploitant pour leur propre compte au moins un demi-hectare de terres labourables ou prairies, sans que, pour parfaire le total requis, aucun d'entre eux puisse faire entrer en ligne de compte au delà de 10 hectares et avoir, chacun des associés, dans ses étables ou prairies soit une tête de gros bétail, soit trois porcs ou six moutons par hectare ou fraction d'hectare de terre labourable ou prairie qui lui est attribuée.

ART. 3.

La catégorie spéciale de distillateurs agricoles créée par l'article 7 de la loi du 15 avril 1896 est maintenue avec ses privilèges et ses obligations.

Cependant les distillateurs de cette catégorie qui déclareront, avant le 1^{er} janvier 1902, renoncer au droit de rectification des alcools seront assimilés aux distillateurs de la classe D de la catégorie III, tout en étant autorisés à produire une quantité moyenne journalière de flegmes égale à celle produite par eux en 1900.

ART. 4.

Les distillateurs ne remplissant pas toutes les conditions exigées par les articles 1^{er}, 2 et 3 sont distillateurs industriels.

ART. 5.

Le droit d'accise sur l'eau-de-vie fabriquée dans le pays est prélevé sur les quantités produites de flegmes ou alcools, à raison de 105 francs par hectolitre à 50° de l'alcoomètre G.-L. à la température de 15° C.

Cependant pour les distilleries dont la déclaration de possession aura été faite

al de deelgenooten landbouwers zijn, die voor eigen rekening ten minste eene halve hectare akkerland of weide bebouwen, zonder dat voor een hunner meer dan 10 hectaren in aanmerking mogen genomen worden om het vereischte geheele bedrag voltallig te maken, en mits elke deelgenoot in zijne stallen of weiden hetzij één stuk groot vee, hetzij drie varkens of zes schapen heeft voor elke hectare of gedeelte van hectare akkerland of weide, hem toegekend.

ART. 3.

De bijzondere soort van landbouwstokers, waarvan sprake in artikel 7 der wet van 15 April 1896, blijft bestaan met hare voorrechten en hare verplichtingen.

Nochtans zullen de stokers van die soort, die vóór 1 Januari 1902 verklaren af te zien van de bevoegdheid om alcohol over te halen, worden gelijkgesteld met de stokers van de klasse D der reeks III en tevens gemachtigd zijn, eene gemiddelde dagelijksche hoeveelheid flegma's voort te brengen van gelijk bedrag als die, welke zij in 1900 voortbrachten.

ART. 4.

De stokers, die niet aan al de bij de artikelen 1, 2 en 3 gestelde vereischten voldoen, zijn « nijverheidstokers ».

ART. 5.

Het accijsrecht op den in het land vervaardigden brandewijn wordt geheven op de voortgebrachte hoeveelheden flegma's of alcohol, op grond van 105 frank per hectoliter aan 50° van den alcoholmeter G.-L. bij de temperatuur van 15° van den honderddeeligen warmtemeter.

Evenwel wordt, wat betreft de stokerijen, waarvan de aangifte van bezit vóór 1 De-

antérieurement au 1^{er} décembre 1901, ce droit sera déterminé d'après le tableau suivant :

1^{re} CATÉGORIE. — Distilleries industrielles produisant la levure destinée à la vente, ou employant les mélasses :

Classe A, à raison de fr. 1.04 lorsque la production moyenne journalière est de 8,000 à 12,000 litres.

Classe B, à raison de fr. 1.03 lorsque la production moyenne journalière est de 6,001 à 8,000 litres.

Classe C, à raison de fr. 1.02 lorsque la production moyenne journalière est de 4,001 à 6,000 litres.

Classe D, à raison de fr. 1.01 lorsque la production moyenne journalière est de 2,501 à 4,000 litres.

Classe E, à raison de 1 franc lorsque la production moyenne journalière ne dépasse pas 2,500 litres.

2^e CATÉGORIE. — Distilleries industrielles ne produisant pas la levure destinée à la vente et n'employant pas les mélasses :

Classe A, à raison de fr. 0.99 lorsque la production moyenne journalière est de 6,001 à 8,000 litres.

Classe B, à raison de fr. 0.98 lorsque la production moyenne journalière est de 4,001 à 6,000 litres.

Classe C, à raison de fr. 0.97 lorsque la production moyenne journalière est de 2,501 à 4,000 litres.

Classe D, à raison de fr. 0.96 lorsque la production moyenne journalière ne dépasse pas 2,500 litres.

3^e CATÉGORIE. — Distilleries agricoles :

Classe A, à raison de fr. 0.88 lorsque la production moyenne journalière est de 801 à 1,200 litres.

Classe B, à raison de fr. 0.87 lorsque la production moyenne journalière est de 401 à 800 litres.

Classe C, à raison de fr. 0.86 lorsque la production moyenne journalière est de 201 à 400 litres.

Classe D, à raison de fr. 0.85 lorsque la production moyenne journalière est de 200 litres.

4^e CATÉGORIE. — Distilleries agricoles travaillant sous le régime de l'article 7 de la loi du 15 avril 1896 :

Classe unique, à fr. 0.90.

cember 1901 werd gedaan, dat recht bepaald naar de volgende tabel :

1^{ste} REEKS. — Nijverheidstokerijen, die gist vervaardigen, voor den verkoop bestemd, of suikersiroop stoken :

Klasse A, op grond van fr. 1.04 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 8,000 tot 12,000 liter bedraagt.

Klasse B, op grond van fr. 1.03 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 6,001 tot 8,000 liter bedraagt.

Klasse C, op grond van fr. 1.02 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 4,001 tot 6,000 liter bedraagt.

Klasse D, op grond van fr. 1.01 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 2,501 tot 4,000 liter bedraagt.

Klasse E, op grond van 1 frank zoo de gemiddelde voortbrenging per dag geen 2,500 liter overtreft.

2^e REEKS. — Nijverheidstokerijen, die geen gist vervaardigen, voor den verkoop bestemd, noch suikersiroop stoken :

Klasse A, op grond van fr. 0.99 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 6,001 tot 8,000 liter bedraagt.

Klasse B, op grond van fr. 0.98 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 4,001 tot 6,000 liter bedraagt.

Klasse C, op grond van fr. 0.97 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 2,501 tot 4,000 liter bedraagt.

Klasse D, op grond van fr. 0.96 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag geen 2,500 liter overtreft.

3^e REEKS. — Landbouwtokerijen :

Klasse A, op grond van fr. 0.88 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 801 tot 1,200 liter bedraagt.

Klasse B, op grond van fr. 0.87 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 401 tot 800 liter bedraagt.

Klasse C, op grond van 0.86 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 201 tot 400 liter bedraagt.

Klasse D, op grond van 0.85 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag geen 200 liter overtreft.

4^e REEKS. — Landbouwtokerijen, aan de regelen van artikel 7 der wet van 15 April 1896 onderworpen :

Eenige klasse, op grond van fr. 0.90.

ART. 6.

Le taux de la prise en charge est majoré de 0.04 par litre pour les distilleries agricoles produisant de la levure destinée à la vente.

ART. 7.

Chaque année, dans la première quinzaine du mois de décembre, chaque distillateur fait, par écrit, au receveur des accises du ressort, la déclaration de la catégorie et de la classe dans lesquelles il demande à être inscrit pour l'année suivante.

Le taux stipulé pour ces catégories et classes devra toujours être payé quelle que soit la production moyenne journalière du déclarant.

Le receveur lui remet un accusé de réception de sa déclaration en déans les cinq jours.

ART. 8.

Le Gouvernement détermine chaque année la quantité d'alcool qui pourra être produite pour la consommation de bouche du pays.

De cette quantité, les $\frac{3}{10}$ seront attribués aux distillateurs de la première catégorie, les $\frac{2}{10}$ à ceux de la deuxième, les $\frac{5}{10}$ aux troisième et quatrième catégories.

Au cas où le total des déclarations des distillateurs d'une catégorie dépasse la quotité leur allouée, le Gouvernement détermine avant le 23 décembre le pour-cent uniforme dont chaque distillateur de cette catégorie sera diminué à partir du 1^{er} janvier suivant.

Si les déclarations des distillateurs d'une catégorie n'atteignent pas la quotité à laquelle ils ont droit, le Gouvernement répartira le manquant sur les autres catégories de façon égale, sans toutefois jamais allouer aux distillateurs agricoles une quantité supérieure à celle leur octroyée par les articles 1 et 3.

ART. 6.

Het bedrag van den aanslag wordt verhoogd met 0.04 fr. per liter voor de landbouwstokerijen, die gist vervaardigen, voor den verkoop bestemd.

ART. 7.

Elk jaar, binnen de eerste veertien dagen van de maand December, geeft elke stoker aan den ontvanger der accijnzen van het gebied schriftelijk de reeks en de klasse op, in welke hij vraagt te worden opgenomen voor het volgend jaar.

Het voor deze reeks en klasse bepaald bedrag moet in elk geval betaald worden, welke de gemiddelde voortbrenging van den aangever per dag ook zij.

Binnen de vijf dagen wordt hem door den ontvanger een ontvangstbewijs van zijne aangifte afgeleverd.

ART. 8.

Ieder jaar wordt de hoeveelheid drinkbare alcohol, die voor het verbruik in het land mag worden vervaardigd, door de Regeering bepaald.

$\frac{3}{10}$ van deze hoeveelheid worden aan de stokers van de eerste reeks, $\frac{2}{10}$ aan die van de tweede reeks, en $\frac{5}{10}$ aan die van de derde en vierde reeks toegekend.

Ingeval het geheel bedrag van de aangiften der stokers van eene reeks het hun toegekend aandeel overtreft, stelt de Regeering, vóór den 23^{en} December, de eenvormige hoeveelheid vast, waarmede het aandeel van elken stoker dezer reeks van af 1 Januari daaropvolgende zal worden verminderd.

Wordt door de aangiften van de stokers eener reeks het aandeel, waarop zij recht hebben, niet bereikt, dan verdeelt de Regeering het ontbrekende op gelijke wijze onder de andere reeksen; in geen geval echter wordt aan de landbouwstokers eene hoogere hoeveelheid toegekend dan die, welke hun door de artikelen 1 en 3 is toegestaan.

ART. 9.

S'il est constaté dans le courant de l'année que la quantité d'alcool de bouche autorisée est insuffisante, le Gouvernement peut autoriser la fabrication d'une quantité supplémentaire qu'il répartira de façon égale entre ceux dont la fabrication a été diminuée lors de leur première déclaration, sous les réserves faites à l'article 8 pour les distillateurs agricoles.

ART. 10.

Pour chaque année, l'ensemble des déclarations de chaque distillateur ne peut être supérieur au produit du nombre de litres qu'il est autorisé à fabriquer par jour, par 360, sans que toutefois la prise en charge pour chaque déclaration puisse jamais dépasser d'un sixième la production moyenne journalière du déclarant.

ART. 11.

S'il est constaté qu'un distillateur ne s'est pas conformé aux diverses conditions que comportent la catégorie et la classe dans lesquelles il est inscrit, tous les travaux effectués par lui dans le courant de l'année de l'infraction pourront être soumis au droit correspondant à la situation établie par cette infraction, et ce sans préjudice des pénalités encourues.

ART. 12.

L'exportation des eaux-de-vie ou leur dénaturation se fait avec la décharge du droit au taux de la prise en charge du distillateur exportateur ou dans l'usine duquel elles sont dénaturées, avec une majoration de 4 % compensant le déchet résultant de la rectification des flegmes.

ART. 9.

Wordt in den loop van het jaar vastgesteld, dat de hoeveelheid drinkbare alcohol, die men gemachtigd is te vervaardigen, ontoereikend is, dan mag de Regearing het vervaardigen toestaan van eene aanvullende hoeveelheid, die zij op gelijke wijze verdeelt onder degenen, wier voortbrenging bij hunne eerste aangifte werd verminderd, mits de voorbehoudingen, waarvan sprake in artikel 8, wat de landbouwstokers betreft.

ART. 10.

Voor ieder jaar mag het geheel der aangiften van elken stoker niet overtreffen 360 maal het aantal liters dat hij gemachtigd is elken dag te vervaardigen, zonder dat echter de aanslag van elke aangifte ooit een zesde hooger mag zijn dan de gemiddelde jaarlijkse voortbrenging van den aangever.

ART. 11.

Indien vastgesteld wordt, dat een stoker de verschillende voorwaarden niet vervulde, gesteld voor de reeks en de klasse waarvoor hij is ingeschreven, kunnen al de werkzaamheden, door hem verricht in den loop van het jaar waarin de overtreding plaats had, onderworpen worden aan het recht, overeenstemmende met dit, hetwelk van toepassing is op den toestand door deze overtreding vastgesteld, onverminderd de beloopte straffen.

ART. 12.

De uitvoer of de ontaarding van brandewijn brengt de ontlasing van het recht mede, tot bedrag van den aanslag van den stoker, die hem uitvoerde, of in wiens fabriek hij werd ontaard, met eene verhooging van 4 t. h. vergoedende den afval, die uit het overhalen van de flegma's voortkomt.

ART. 13.

En cas de cessation temporaire de travail, l'échéance des termes de crédit sera retardée sans intérêts pendant une période de temps égale à celle de l'interruption des travaux, sans que le délai de prolongation puisse, en aucun cas, excéder cinq mois.

ART. 14.

L'établissement de distilleries cumulant la fabrication des flegmes et leur rectification ne sera plus autorisé en Belgique.

ART. 15.

Sont rapportés les articles de la loi du 15 avril 1896 et autres subséquents, ainsi que les arrêtés royaux et commentaires les concernant, qui seraient contraires à la présente loi.

ART. 13.

Wordt het stoken tijdelijk geschorst, dan zal de vervaltijd van de krediettermijnen zonder interesten worden verschoven gedurende een tijdsbestek gelijk aan dit waarin niet gestookt werd, zonder dat het uitstel in eenig geval vijf maanden mag overtreffen.

ART. 14.

Het oprichten van stokerijen, die te gelijker tijd flegma's fabriceeren en overhalen, zal in België niet meer toegestaan worden.

ART. 15.

De artikelen der wet van 15 April 1896 en andere daaropvolgende wetsbepalingen alsmede de koninklijke besluiten en de daartoe behorende uitleggingen, die met deze wet in strijd zouden zijn, worden ingetrokken.

ALP. VERSTEYLEN.

H. GIELEN.

ALBERT LEFEBVRE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JANUARI 1902.

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op het vervaardigen
en invoeren van alcohol.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De crisis die in de stokerij heerscht, schijnt het gevolg van overvoortbrenging.

Volgens de nijverheidsstokers, is die overvoortbrenging te wijten aan de overdreven voordeelen, door de wet van 1896 aan de landbouwstokerijen verleend.

De premiën voor de landbouwstokerijen, die, naar de wetgever dacht, hoogst nuttig moesten zijn voor den landbouw, dienden enkel om de flegma's tegen lagere prijs te kunnen verkoopen : feitelijk verwekten de premiën eene noodlottige mededinging.

Van hunnen kant, achten de landbouwstokers, dat het de schuld is der nijverheidstokers, die weigerden hunne voortbrenging van flegma's te beperken.

In 1896 zegde de heer Minister van Financiën : « Iedereen moet binnen zijnen eigenen werkkring blijven : de landbouw hoeft flegma's voort te brengen, om den afval te kunnen gebruiken; de nijverheid moet die flegma's overhalen en gist vervaardigen, door middel van hare volmaakte werktuigen. Desnoods, voegde hij er bij, zal ik maatregelen nemen om de nijveraars te beletten beide nijverheidstakken samen uit te oefenen. »

Die raad werd niet gevolgd. Moet men daarom tot het gewoon recht terugkeeren en bijgevolg de landbouwstokerijen rechtstreeks of onrechtstreeks afschaffen? Zoo denken wij niet; daarom, den toestand aannemende zooals hij is ten gevolge van de verschillende wetsbepalingen sinds 1896, en hem tot grondslag van ons voorstel makende, trachten wij dien toestand te

verhelpen mits de verworven rechten van alle klassen van belanghebbenden te eerbiedigen.

En, eerst en vooral, dient het voorrecht der landbouwtokerijen nog verminderd? (Wetsvoorstel Francotte.)

Een van beide : of de onderteekenaars van het voorstel willen, alhoewel de winsten van de landbouwtokers verminderende (zoo zij, wel te verstaan nog winst verwezenlijken), hun echter veroorloven hunne nijverheid nog op winstgevende wijze uit te oefenen, en dan blijft de *hoeveelheid* voortgebrachten alcohol onveranderd. De *graanstokers* integendeel, beter in staat om den strijd vol te houden, zullen hunne nijverheid uitbreiden en de overvoortbrenging (dus ook bijgevolg de prijsdaling van flegma's) zal grooter zijn dan ooit; of is hun eenig oogmerk het afschaffen van de landbouwtokerij, zooals zij het schijnen te bekennen wanneer zij schrijven : « Daar » het onmogelijk is, buiten de vaste jaarlijks bepaalde opbrengst, een » evenwicht te houden in de voortbrenging van de verschillende soorten » van stokerijen, blijft er nog slechts te kiezen tusschen onteigening van de » nijverheidsstokerijen of van de landbouwtokerijen. »

Doch onteigening zou, behalve het erg gevaar dat ze oplevert, uiterst duur kosten en volstrekt ondoelmatig zijn om den bestaanden toestand te wijzigen.

Ze zou *gevaar* opleveren, en om het te bewijzen is het voldoende de woorden te herinneren, ter zitting van 18 Juli 1899 uitgesproken, door den toenmaligen Minister van Financiën, den achtbaren heer Liebaert : « Eene » andere tegenwerping uitgelokt door het stelsel van den achtbaren heer » Streel en waar ik eenigen oogenblikken wensch bij stil te blijven, wordt » ingebracht tegen het beginsel zelf der onteigening.

» Ik zeg en houd staande dat onteigening een hoogst gevaarlijk beginsel zou » invoeren. Is het, inderdaad, mogelijk, wetten te maken zonder op eene of » andere wijze de belangen van nijverheid, handel en van eigendom aan te » raken? Ik kan mij geene enkele wet inbeelden, die zekere private belangen » niet rechtstreeks of onrechtstreeks krenkt. Hebt gij eenmaal het zoo » gewichtig beginsel der onteigening aangenomen, dan moet gij ook de » toepassing daarvan aannemen op elk gebied der wetgevende macht.

» Werd er, Mijne Heeren, in 't verledene ooit gedacht aan dergelijke » stelling? Toen de spoorwegen tot stand kwamen, en de Staat het beheer » er van in handen nam, heeft men er dan aan gedacht vergoeding wegens » onteigening toe te kennen aan de ondernemers van vervoer?

» Toen de steden het gaslicht vervaardigden, heeft men er dan aan » gedacht de kaarsenmakers en olieslagers vergoeding te schenken? Toen » de Staat die inrichting tot stand bracht, welke boven alle verwachting » gelukte, ik bedoel de Algemeene spaar- en lijfrentekas, hadden ongetwijfeld zekere private instellingen er door te lijden en gingen ten onder. » Heeft men er aan gedacht ze te vergoeden?

» Waarheen zouden, feitelijk, die onteigeningen welke men aanraadt, ons » leiden?

.

» Daareven hebt gij den heer Journez eene gansche reeks beschouwingen » hooren ontwikkelen over de vraag of de onteigening enkel de onroerende

» goederen zou betreffen, of wel daarenboven dat onstoffelijk iets, voor de
 » stokers veel gewichtiger dan hunne werkplaatsen : het vermogen om hun
 » bedrijf uit te oefenen. Zult gij hun mogen zeggen : Wij betalen u uw
 » gebouw en uw gereedschap, doch wij geven u niets voor een oneindig
 » kostbaarder goed, voor uwe geknakte bedrijvigheid; gij hebt maar uw
 » bestaan in eene andere loopbaan te zoeken! Naast de eigenaars en patroons,
 » zult gij staan tegenover beambten en werklieden. Ook die onteigenden
 » zult ge moeten vergoeden.

» Dat is nog niet alles.

» Wat doet gij met de overhalers? Er zijn er 26 en men spreekt er zelfs
 » niet van! »

Ze zou duur kosten, want uit de inlichtingen, bij een aantal belangheb-
 benden ingewonnen, blijkt dat zoo gemiddeld aan iedere samenwerkende
 stokerij 80,000 frank wordt toegekend, aan iedere personeele stokerij
 50,000 frank en aan iederen overhaler 100,000 frank, niemand wordt bevre-
 digd. Welnu, daar er 40 samenwerkende stokerijen zijn, 204 personeele
 stokerijen en 26 overhalers, zou men de Schatkist 16,000,000 frank moeten
 onttrekken, met het enkel gevolg honderden ontevredenen te maken.

Ze ware, ten slotte, *ondoelmatig*, want vooreerst is het verkeerd te denken
 dat de crisis in de stokerij zal ophouden met het verdwijnen van de land-
 bouwstokerijen. Zij die men doorgaans graanstokers noemt, zullen niettemin
 in eenen blijkbaar ondergeschikten toestand verkeerden, want de oorzaken
 dier ondergeschiktheid hangen niet af van de wet van 1896 en bestonden
 reeds vóór die wet. De graanstokers zelven bekenden reeds in 1893 dat zij
 het onderspit moesten delven, zooals afdoende werd bewezen door den
 heer Liebaert terzelfder zitting van 18 Juli 1899. (Zie *Ann. parlem.*,
 bl. 204 en volg.)

Vervolgens beeldt men zich ten onrechte in dat, wordt het gewoon recht
 gehuldigd, al de onteigenden voorgoed van het stoken van alcohol, — hun
 beroep en hunne levensbezigheid geworden, — zullen afzien. Verlokt door
 de winst en aangezet door machinebouwers en vakkundigen, zullen zij
 de kapitalen, hun door den Staat als vergoeding toegekend, in nijverheids-
 gistfabrieken plaatsen, en de crisis zal des te meer omvang nemen, daar
 hunne voortbrenging onbeperkt zal wezen.

Onteigening is dus maar een halve maatregel, ten ware zij werd uitge-
 strekt tot de graanstokers en aangevuld door het verbod nog nieuwe stoke-
 rijen te stichten en eene jaarlijks bepaalde voortbrenging aan de overblijvende
 op te leggen.

Wij zoeken elders de redelijke oplossing van het vraagstuk.

Uitgaande van het onbetwistbaar feit dat de thans bestaande stokerijen
 reeds te talrijk zijn om te voorzien in de behoeften van het verbruik van
 den voor België benoodigden drinkbaren alcohol, en dat het dringend noodig
 is de voortbrenging te beperken, achten wij dat de wetgever, zonder er eene
 enkele te onteigenen of zonder iemands verworven rechten te krenken, het
 voortbrengen van *dien* alcohol onder haar moet verdeelen.

Te dien einde zal iedere stoker in 't begin van 't jaar de hoeveelheid
 opgeven, welke hij wenscht in dit aandeel te verkrijgen.

Om te voorkomen dat die aangifte overdreven wordt, zijn drie maatregelen onontbeerlijk : a) voor iedere soort van stokers een maximum bepalen dat zij in geen geval mogen te boven gaan bij hunne aangifte; b) ze belasten volgens eene evenredige schaal, naar gelang van het bedrag hunner aangegeven fabricatie; c) de regeering het recht verleen en de door iederen stoker aangegeven hoeveelheid met een eenvormig zooveelste ten honderd te verminderen, ingeval de aangifte gezamenlijk de behoeften van 't land overtreft.

Wij willen voor niemand (buiten de landbouwstokers) beperking in 't voortbrengen van alcohol, bestemd voor den uitvoer of voor nijverheidsgebruik; evenmin het oprichten verbieden van nieuwe stokerijen met deze tweevoudige bestemming, of volstrekt voor het stoken van drinkbaren alcohol ingericht.

Doch aannemende dat de bestaande stokerijen in Belgie meer dan voldoende zijn voor de behoeften van 't verbruik van drinkbaren alcohol, en willende daarenboven de Regeering de middelen verschaffen om dat verbruik trapsgewijze te verminderen, kennen wij aan al die stokerijen, op het geheel bedrag ieder jaar door den Minister van Financiën bepaald, een aandeel toe in verhouding tot haren vroegeren omvang, op alle een gunsttarief toepassende, gesteund op die evenredige schaal van opbrengst, welke in Juli 1899 reeds door den heer Liebaert « de eerste grondslag tot mogelijke overeenkomst » onder de belanghebbenden, werd genoemd.

Daarom leggen wij al de nieuwe stokerijen eene gelijke belasting van fr. 1.05 den liter alcohol van 50° op, en doen wij dit bedrag voor de vroegere verschillen tusschen fr. 1.04 en 0.85 den liter, volgens de hoeveelheid, door haar dagelijks voortgebracht en de grondstoffen welke zij verwerken.

Er is nochtans, bij het toekennen van de hoeveelheden, eene enkele uitzondering voorzien ten voordeele van de landbouwstokerijen : de haar toegekende hoeveelheid mag niet meer dan 15 t. h. worden verminderd. Die uitzondering berust op deze tweevoudige beschouwing : in de eerste plaats, mogen de landbouwstokerijen, hetzij ze aan private personen alleen behooren, hetzij als vennootschap zijn ingericht, in geen geval meer dan 4 of 12 hectoliter voortbrengen, zelfs niet voor den uitvoer, of voor gebruik in de nijverheid; en in de tweede plaats, ware 't, zonder die voorzorg, voldoende voor de nijveraars elkaar te verstaan om allen hun maximum aan te geven en aldus het maximum der landbouwstokerijen tot zulk een klein gedeelte te verminderen, dat de algemeene kosten niet meer in verhouding zouden zijn tot de haar toegekende hoeveelheid.

Ziedaar de strekking van ons wetsvoorstel, het eenige dat, ons dunkens, ieders rechtmatige eischen en billijke belangen eerbiedigt.

ALP. VERSTEYLEN.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE PREMIER.**

On entend par distillateurs agricoles ceux qui, étant établis sous leur nom propre ou sous une forme quelconque d'association légale :

a) Cultivent pour leur propre compte, dans un rayon de 7 kilomètres de leur usine, 10 hectares de terres labourables ou prairies par hectolitre de flegmes de 50° G.-L. à la température de 15° centigrades de leur production moyenne journalière ;

b) Ont une production moyenne journalière de flegmes exclusivement ne dépassant pas 400 litres pour les distilleries individuelles et 1,200 litres pour les sociétés ;

c) Emploient des matières premières autres que sirops, mélasses, glucoses, vins, mares ou fruits importés de l'étranger ;

d) Livrent leurs flegmes en totalité et exclusivement à des rectificateurs ou à des distillateurs industriels, sauf ceux qui seraient exportés ou dénaturés ;

e) Ne font pas le commerce, ni en gros ni en détail, de boissons distillées ou fermentées ;

f) Font consommer les résidus à l'état frais dans un rayon de 7 kilomètres de l'usine.

ART. 2.

Pour qu'une société soit considérée comme distillerie agricole, tous les associés

WETSVOORSTEL.**EERSTE ARTIKEL.**

Onder « landbouwstokers » worden verstaan zij die, in hunnen eigen naam of in welken vorm ook van wettelijke vereeniging gevestigd :

a) Voor eigen rekening, binnen eenen kring van 7 kilometer van hunne fabriek, 10 hectaren akkerland of weide bebouwen per hectoliter flegma's van 50° G.-L. bij de temperatuur van 15° centigraden van hunne gemiddelde dagelijkse voortbrenging ;

b) Uitsluitend flegma's voortbrengen, waarvan de gemiddelde hoeveelheid per dag geen 400 liter voor de stokerijen op naam en geen 1,200 liter voor de vennootschappen overtreft ;

c) Andere grondstoffen stoken dan siroop, suikersiroop, glucose, wijn, bezinksel of uit den vreemde aangevoerde vruchten ;

d) De flegma's geheel en uitsluitend aan overhalers of nijverheidstokers afleveren, behalve die welke zouden uitgevoerd of ontaard worden ;

e) Geen groot- of kleinhandel drijven in gedistilleerde of gegiste dranken ;

f) Den afval in verschen staat doen verbruiken binnen eenen kring van 7 kilometer van de fabriek.

Art. 2.

Opdat eene vennootschap als landbouwstokerij kunne beschouwd worden, moeten

doivent être cultivateurs, exploitant pour leur propre compte au moins un demi-hectare de terres labourables ou prairies, sans que, pour parfaire le total requis, aucun d'entre eux puisse faire entrer en ligne de compte au delà de 10 hectares et avoir, chacun des associés, dans ses étables ou prairies soit une tête de gros bétail, soit trois pores ou six moutons par hectare ou fraction d'hectare de terre labourable ou prairie qui lui est attribuée.

ART. 3.

La catégorie spéciale de distillateurs agricoles créée par l'article 7 de la loi du 13 avril 1896 est maintenue avec ses privilèges et ses obligations.

Cependant les distillateurs de cette catégorie qui déclareront, avant le 1^{er} janvier 1902, renoncer au droit de rectification des alcools seront assimilés aux distillateurs de la classe D de la catégorie III, tout en étant autorisés à produire une quantité moyenne journalière de flegmes égale à celle produite par eux en 1900.

ART. 4.

Les distillateurs ne remplissant pas toutes les conditions exigées par les articles 1^{er}, 2 et 3 sont distillateurs industriels.

ART. 5.

Le droit d'accise sur l'eau-de-vie fabriquée dans le pays est prélevé sur les quantités produites de flegmes ou alcools, à raison de 105 francs par hectolitre à 50° de l'alcoomètre G.-L. à la température de 15° C.

Cependant pour les distilleries dont la déclaration de possession aura été faite

al de deelgenooten landbouwers zijn, die voor eigen rekening ten minste eene halve hectare akkerland of weide bebouwen, zonder dat voor een hunner meer dan 10 hectaren in aanmerking mogen genomen worden om het vereischte geheele bedrag voltallig te maken, en mits elke deelgenoot in zijne stallen of weiden hetzij één stuk groot vee, hetzij drie varkens of zes schapen heeft voor elke hectare of gedeelte van hectare akkerland of weide, hem toegekend.

ART. 3.

De bijzondere soort van landbouwstokers, waarvan sprake in artikel 7 der wet van 13 April 1896, blijft bestaan met hare voorrechten en hare verplichtingen.

Nochtans zullen de stokers van die soort, die vóór 1 Januari 1902 verklaren af te zien van de bevoegdheid om alcohol over te halen, worden gelijkgesteld met de stokers van de klasse D der reeks III en tevens gemachtigd zijn, eene gemiddelde dagelijksche hoeveelheid flegma's voort te brengen van gelijk bedrag als die, welke zij in 1900 voortbrachten.

ART. 4.

De stokers, die niet aan al de bij de artikelen 1, 2 en 3 gestelde vereischten voldoen, zijn « nijverheidstokers ».

ART. 5.

Het accijnsrecht op den in het land vervaardigden brandewijn wordt geheven op de voortgebrachte hoeveelheden flegma's of alcohol, op grond van 105 frank per hectoliter aan 50° van den alcoholmeter G.-L. bij de temperatuur van 15° van den honderddeeligen warmtemeter.

Evenwel wordt, wat betreft de stokerijen, waarvan de aangifte van bezit vóór 1 De-

antérieurement au 1^{er} décembre 1901, ce droit sera déterminé d'après le tableau suivant :

1^{re} CATÉGORIE. — Distilleries industrielles produisant la levure destinée à la vente, ou employant les mélasses :

Classe A, à raison de fr. 1.04 lorsque la production moyenne journalière est de 8,000 à 12,000 litres.

Classe B, à raison de fr. 1.05 lorsque la production moyenne journalière est de 6,001 à 8,000 litres.

Classe C, à raison de fr. 1.02 lorsque la production moyenne journalière est de 4,001 à 6,000 litres.

Classe D, à raison de fr. 1.01 lorsque la production moyenne journalière est de 2,501 à 4,000 litres.

Classe E, à raison de 1 franc lorsque la production moyenne journalière ne dépasse pas 2,500 litres.

2^e CATÉGORIE. — Distilleries industrielles ne produisant pas la levure destinée à la vente et n'employant pas les mélasses :

Classe A, à raison de fr. 0.99 lorsque la production moyenne journalière est de 6,001 à 8,000 litres.

Classe B, à raison de fr. 0.98 lorsque la production moyenne journalière est de 4,001 à 6,000 litres.

Classe C, à raison de fr. 0.97 lorsque la production moyenne journalière est de 2,501 à 4,000 litres.

Classe D, à raison de fr. 0.96 lorsque la production moyenne journalière ne dépasse pas 2,500 litres.

3^e CATÉGORIE. — Distilleries agricoles :

Classe A, à raison de fr. 0.88 lorsque la production moyenne journalière est de 801 à 1,200 litres.

Classe B, à raison de fr. 0.87 lorsque la production moyenne journalière est de 401 à 800 litres.

Classe C, à raison de fr. 0.86 lorsque la production moyenne journalière est de 201 à 400 litres.

Classe D, à raison de fr. 0.85 lorsque la production moyenne journalière est de 200 litres.

4^e CATÉGORIE. — Distilleries agricoles travaillant sous le régime de l'article 7 de la loi du 15 avril 1896 :

Classe unique, à fr. 0.90.

1^{er} décembre 1901 werd gedaan, dat recht bepaald naar de volgende tabel :

1^{ste} REEKS. — Nijverheidstokerijen, die gist vervaardigen, voor den verkoop bestemd, of suikersiroop stoken :

Klasse A, op grond van fr. 1.04 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 8,000 tot 12,000 liter bedraagt.

Klasse B, op grond van fr. 1.05 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 6,001 tot 8,000 liter bedraagt.

Klasse C, op grond van fr. 1.02 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 4,001 tot 6,000 liter bedraagt.

Klasse D, op grond van fr. 1.01 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 2,501 tot 4,000 liter bedraagt.

Klasse E, op grond van 1 frank zoo de gemiddelde voortbrenging per dag geen 2,500 liter overtreft.

2^e REEKS. — Nijverheidstokerijen, die geen gist vervaardigen, voor den verkoop bestemd, noch suikersiroop stoken :

Klasse A, op grond van fr. 0.99 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 6,001 tot 8,000 liter bedraagt.

Klasse B, op grond van fr. 0.98 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 4,001 tot 6,000 liter bedraagt.

Klasse C, op grond van fr. 0.97 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 2,501 tot 4,000 liter bedraagt.

Klasse D, op grond van fr. 0.96 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag geene 2,500 liter overtreft.

3^e REEKS. — Landbouwtokerijen :

Klasse A, op grond van fr. 0.88 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 801 tot 1,200 liter bedraagt.

Klasse B, op grond van fr. 0.87 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 401 tot 800 liter bedraagt.

Klasse C, op grond van 0.86 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag 201 tot 400 liter bedraagt.

Klasse D, op grond van 0.85 zoo de gemiddelde voortbrenging per dag geene 200 liter overtreft.

4^e REEKS. — Landbouwtokerijen, aan de regelen van artikel 7 der wet van 15 April 1896 onderworpen :

Eenige klasse, op grond van fr. 0.90.

ART. 6.

Le taux de la prise en charge est majoré de 0.04 par litre pour les distilleries agricoles produisant de la levure destinée à la vente.

ART. 7.

Chaque année, dans la première quinzaine du mois de décembre, chaque distillateur fait, par écrit, au receveur des accises du ressort, la déclaration de la catégorie et de la classe dans lesquelles il demande à être inscrit pour l'année suivante.

Le taux stipulé pour ces catégories et classes devra toujours être payé quelle que soit la production moyenne journalière du déclarant.

Le receveur lui remet un accusé de réception de sa déclaration en déans les cinq jours.

ART. 8.

Le Gouvernement détermine chaque année la quantité d'alcool qui pourra être produite pour la consommation de bouche du pays.

De cette quantité, les $\frac{3}{10}$ seront attribués aux distillateurs de la première catégorie, les $\frac{2}{10}$ à ceux de la deuxième, les $\frac{5}{10}$ aux troisième et quatrième catégories.

Au cas où le total des déclarations des distillateurs d'une catégorie dépasse la quotité leur allouée, le Gouvernement détermine avant le 25 décembre le pour-cent uniforme dont chaque distillateur de cette catégorie sera diminué à partir du 1^{er} janvier suivant.

Si les déclarations des distillateurs d'une catégorie n'atteignent pas la quotité à laquelle ils ont droit, le Gouvernement répartira le manquant sur les autres catégories de façon égale, sans toutefois jamais allouer aux distillateurs agricoles une quantité supérieure à celle leur octroyée par les articles 1 et 5.

ART. 6.

Het bedrag van den aanslag wordt verhoogd met 0.04 fr. per liter voor de landbouwstokerijen, die gist vervaardigen, voor den verkoop bestemd.

ART. 7.

Elk jaar, binnen de eerste veertien dagen van de maand December, geeft elke stoker aan den ontvanger der accijnzen van het gebied schriftelijk de reeks en de klasse op, in welke hij vraagt te worden opgenomen voor het volgend jaar.

Het voor deze reeks en klasse bepaald bedrag moet in elk geval betaald worden, welke de gemiddelde voortbrenging van den aangever per dag ook zij.

Binnen de vijf dagen wordt hem door den ontvanger een ontvangstbewijs van zijne aangifte afgeleverd.

ART. 8.

Ieder jaar wordt de hoeveelheid drinkbare alcohol, die voor het verbruik in het land mag worden vervaardigd, door de Regeering bepaald.

$\frac{3}{10}$ van deze hoeveelheid worden aan de stokers van de eerste reeks, $\frac{2}{10}$ aan die van de tweede reeks, en $\frac{5}{10}$ aan die van de derde en vierde reeks toegekend.

Ingeval het geheel bedrag van de aangiften der stokers van eene reeks het hun toegekend aandeel overtreft, stelt de Regeering, vóór den 25^{en} December, de eenvormige hoeveelheid vast, waarmede het aandeel van elken stoker dezer reeks van af 1 Januari daaropvolgende zal worden verminderd.

Wordt door de aangiften van de stokers eener reeks het aandeel, waarop zij recht hebben, niet bereikt, dan verdeelt de Regeering het ontbrekende op gelijke wijze onder de andere reeksen; in geen geval echter wordt aan de landbouwstokers eene hoogere hoeveelheid toegekend dan die, welke hun door de artikelen 1 en 5 is toegestaan.

ART. 9.

S'il est constaté dans le courant de l'année que la quantité d'alcool de bouche autorisée est insuffisante, le Gouvernement peut autoriser la fabrication d'une quantité supplémentaire qu'il répartira de façon égale entre ceux dont la fabrication a été diminuée lors de leur première déclaration, sous les réserves faites à l'article 8 pour les distillateurs agricoles.

ART. 10.

Pour chaque année, l'ensemble des déclarations de chaque distillateur ne peut être supérieur au produit du nombre de litres qu'il est autorisé à fabriquer par jour, par 360, sans que toutefois la prise en charge pour chaque déclaration puisse jamais dépasser d'un sixième la production moyenne journalière du déclarant.

ART. 11.

S'il est constaté qu'un distillateur ne s'est pas conformé aux diverses conditions que comportent la catégorie et la classe dans lesquelles il est inscrit, tous les travaux effectués par lui dans le courant de l'année de l'infraction pourront être soumis au droit correspondant à la situation établie par cette infraction, et ce sans préjudice des pénalités encourues.

ART. 12.

L'exportation des eaux-de-vie ou leur dénaturation se fait avec la décharge du droit au taux de la prise en charge du distillateur exportateur ou dans l'usine duquel elles sont dénaturées, avec une majoration de 4 % compensant le déchet résultant de la rectification des flegmes.

ART. 9.

Wordt in den loop van het jaar vastgesteld, dat de hoeveelheid drinkbare alcohol, die men gemachtigd is te vervaardigen, ontoereikend is, dan mag de Regceering het vervaardigen toestaan van eene aanvullende hoeveelheid, die zij op gelijke wijze verdeelt onder degenen, wier voortbrenging bij hunne eerste aangifte werd verminderd, mits de voorbehoudingen, waarvan sprake in artikel 8, wat de landbouwstokers betreft.

ART. 10.

Voor ieder jaar mag het geheel der aangiften van elken stoker niet overtreffen 360 maal het aantal liters dat hij gemachtigd is elken dag te vervaardigen, zonder dat echter de aanslag van elke aangifte ooit een zesde hooger mag zijn dan de gemiddelde dagelijkse voortbrenging van den aangever.

ART. 11.

Indien vastgesteld wordt, dat een stoker de verschillende voorwaarden niet vervulde, gesteld voor de reeks en de klasse waarvoor hij is ingeschreven, kunnen al de werkzaamheden, door hem verricht in den loop van het jaar waarin de overtreding plaats had, onderworpen worden aan het recht, overeenstemmende met dit, hetwelk van toepassing is op den toestand door deze overtreding vastgesteld, onverminderd de beloopte straffen.

ART. 12.

De uitvoer of de ontaarding van brandewijn brengt de ontlasting van het recht mede, tot bedrag van den aanslag van den stoker, die hem uitvoerde, of in wiens fabriek hij werd ontaard, met eene verhooging van 4 t. h. vergoedende den afval, die uit het overhalen van de flegma's voortkomt.

Art. 13.

En cas de cessation temporaire de travail, l'échéance des termes de crédit sera retardée sans intérêts pendant une période de temps égale à celle de l'interruption des travaux, sans que le délai de prolongation puisse, en aucun cas, excéder cinq mois.

Art. 14.

L'établissement de distilleries cumulant la fabrication des flegmes et leur rectification ne sera plus autorisé en Belgique.

Art. 15.

Sont rapportés les articles de la loi du 15 avril 1896 et autres subséquents, ainsi que les arrêtés royaux et commentaires les concernant, qui seraient contraires à la présente loi.

Art. 13.

Wordt het stoken tijdelijk geschorst, dan zal de vervaltijd van de krediettermijnen zonder interesten worden verschoven gedurende een tijdsbestek gelijk aan dit waarin niet gestookt werd, zonder dat het uitstel in eenig geval vijf maanden mag overtreffen.

Art. 14.

Het oprichten van stokerijen, die te gelijker tijd flegma's fabriceeren en overhalen, zal in België niet meer toegestaan worden.

Art. 15.

De artikelen der wet van 15 April 1896 en andere daaropvolgende wetsbepalingen alsmede de koninklijke besluiten en de daartoe behorende uitleggingen, die met deze wet in strijd zouden zijn, worden ingetrokken.

ALP. VERSTEYLEN.

H. GIELEN.

ALBERT LEFEBVRE.
